

Annexe XII

Mesures d'amélioration des conditions de vie des migrants à Calais

Actuellement, le nombre de migrants à Calais est estimé par les services de l'État autour de 450 personnes, majoritairement des jeunes hommes.

L'État, tout en évitant la reconstitution de lieux de fixation sur Calais qui prendraient la forme de bidonvilles avec des conditions de vie indignes, a mis en place un certain nombre de services à caractère humanitaire à destination de la population migrante.

Depuis août 2017, différents dispositifs ont été mis en œuvre sur le terrain avec un coût financier pour l'année 2019 de 2,8 millions d'euros :

➤ l'accès à l'eau

L'accès à l'eau est disponible 7 j/7 de 9h30 à 12h15 et de 13h45 à 18h30 sur 3 sites différents de Calais grâce à des camions citernes qui sillonnent le territoire calaisien.

Par ailleurs une « caravane mobile » avec 3 lavabos complète ce dispositif. Une fontaine à eau est accessible 7 j/7.

29 cabines WC sont disponibles 7 j/7 et entretenues quotidiennement. Ce dispositif est complété par la caravane mobile qui comprend 5 WC et par le local des douches qui dispose de 14 WC soit un total de 48 cabines individuelles WC.

➤ l'accès aux douches

28 douches accessibles à tous complètent cette prise en charge. Elles sont installées dans un site aménagé. Les personnes migrantes y accèdent par des navettes 5 j/7.

➤ l'information de la population migrante

Des équipes mobiles sillonnent chaque jour Calais pour apporter des informations fiables et claires sur les hébergements, les différents dispositifs d'accès à la procédure d'asile, sur le droit au séjour, ou bien encore l'accès à la santé ou à la mise à l'abri. En outre, un point d'information mobile (véhicule aménagé) permet de proposer des entretiens individuels pour chaque personne qui le souhaite.

Hébergement et mise à l'abri

La capacité d'accueil est de 255 places réparties sur 2 Centres d'Accueil et d'Examen des Situations (CAES).

Ce dispositif d'hébergement (situé hors de Calais) est accessible à toutes les personnes migrantes, sans aucune condition de vulnérabilité particulière. Il permet aux personnes de bénéficier d'une mise à l'abri dans des conditions dignes (avec notamment une évaluation sanitaire) et de faire un point sur leur situation administrative grâce à une évaluation opérée par les services de la préfecture et de l'OFII, permettant notamment un accès accéléré au guichet unique de Lille (GUDA).

Tous les jours, du lundi au vendredi, les équipes de maraudes et une navette sont disponibles sur des lieux dédiés et permettent aux personnes migrantes qui le souhaitent d'accéder aux centres d'hébergement. Cette mise à l'abri est aussi proposée systématiquement aux personnes lors d'opérations de démantèlements des campements illicites.

Par ailleurs, pendant la période hivernale 2018-2019, un dispositif de mise à l'abri dédié a été mis en place à Calais. Il a été activé pendant 24 nuits (6 déclenchements) et a permis d'assurer 4 300 nuitées dont 364 pour les mineurs (mineurs isolés et mineurs accompagnés).

Prise en charge médicale

La permanence d'accès aux soins de santé (PASS), rattachée au centre hospitalier de Calais, fonctionne 5 jours par semaine. L'activité de la PASS est à 95 % dédiée à la population migrante.

Accès à une alimentation équilibrée et adaptée

Lors de sa venue à Calais, le 16 janvier 2018, le Président de la République a souhaité élargir le socle humanitaire en mettant en place une distribution alimentaire à destination de la population migrante. Cette prestation offre 2 distributions quotidiennes, 7 j /7 avec un petit déjeuner et un repas composé de 2 rations quotidiennes.

Prise en charge des mineurs isolés.

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais, en partenariat avec France Terre d'Asile (FTDA), et l'institution judiciaire, a conçu en 2012 un dispositif qui répond à plusieurs objectifs, dont le premier est de mettre à l'abri les mineurs présents dans le département et notamment à Calais.

L'association réalise des maraudes chaque jour à Calais, afin de faire une évaluation et d'établir les premiers contacts avec les mineurs étrangers présents et ainsi de leur proposer une mise à l'abri dans le centre d'hébergement à Saint-Omer (45 km).

En 2019, 920 jeunes ont été mis à l'abri.

Dans le cadre du plan hiver 2018-2019, l'État a mis en place un dispositif spécifique pour la population mineure isolée qui a permis de proposer 364 nuitées pour les 24 nuits d'ouverture.

Enfin, en 2018, 22 dossiers de réunification familiale pour le Royaume-Uni et 46 procédures Dublin ont été pris en charge par FTDA et le HCR pour 68 départs effectifs. Depuis le 1er janvier 2019, il y a eu 49 départ effectifs (33 procédures Dublin et 16 réunifications familiales pour le Royaume-Uni), 24 mineurs sont encore en cours de procédure.

Nettoyage des sites

La société APC intervient pour nettoyer les sites occupés illicitement ainsi que les lieux de distribution.